

ONU : Priorité absolue à la paix (p. 4)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Obey Ament - Jacques Chabalière - Guénohé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrierec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Frank Mouly - Denis Rondepierre - Lydia Samarbaksh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

SERVEZ-VOUS - www.pcf.fr



Revue
du
Projet

Tract
national

Elections
2017



INTERNET - www.pcf.fr

Vœux de P. Laurent
en vidéo



MEDIAS

Jeudi 12 janvier

• 7 h 50, RFI

• 17 h, Face aux chrétiens

Radios

RCF / KTO / Notre-Dame

Présidentielle - Législatives Des rendez-vous à ne pas manquer

JANVIER
#11#

- Rassemblement devant le Sénat (13 h) à l'occasion de la proposition de loi des communistes d'abrogation de la loi travail.
- Meeting au Mans avec J.-L. Mélenchon.

JANVIER
#14#

Réunion du Conseil national sur les candidatures aux législatives.

JANVIER
#21/22#

Week-end de vente de la brochure « La France en commun »

JANVIER
#28#

- Contre la présidentialisation, pour la démocratie citoyenne, rencontre nationale des candidat-e-s PCF/Front de gauche aux législatives
- Stage de formation le matin
 - Rassemblement place de la République à 13 h

Ecrire ensemble la page de 2017

Lundi 9 janvier, le secrétaire national du PCF présentait ses vœux à une assistance nombreuse, responsables syndicaux, associatifs, personnalités engagées, artistes, militants et élus du PCF, responsables des organisations de gauche, ambassadeurs de pays amis, « tous des militants de l'humanité, de la liberté, de la justice » dira Pierre Laurent (voir encadré p. 3).

Il a présenté le livre « La France en commun » qui rassemble les propositions communistes et dessine leur programme de gouvernement. Extraits.

« Avec *La France en commun*, le Parti communiste livre au débat citoyen sa contribution pour l'élection présidentielle et les élections législatives, avec la volonté de déjouer le scénario d'un duel déjà annoncé entre la droite et l'extrême droite et de contribuer à la construction d'une nouvelle majorité politique à gauche, c'est-à-dire une majorité présidentielle, une majorité parlementaire, une majorité populaire et citoyenne agissante. Propositions réalistes et précises à l'appui, « La France en commun » propose à notre peuple un choix de société. Ce choix, on veut à nouveau en priver notre peuple. La grande lessiveuse du système marketing présidentiel tourne à plein régime. Essorés les deux premiers favoris Sarkozy et Hollande ? Qu'à cela ne tienne, ils tiennent déjà leur tiercé alternatif: Fillon, le premier ministre du premier, Macron, le ministre de l'Economie du second, et Marine Le Pen, pour la septième participation de la famille à une présidentielle depuis 1981. Tout change pour que rien ne change... La machine à confisquer le débat pour que la France reste coûte que coûte sur les rails du libéralisme a plusieurs programmes de rechange. Mais j'en suis convaincu, notre pays vaut mieux que cela. J'ai parcouru la France depuis deux ans, la vérité du pays c'est qu'une majorité de notre peuple continue de souhaiter une issue progressiste à la crise actuelle, une issue de progrès social, écologique et démocratique. Il la cherche, certes, dans la confusion politique créée par le discrédit du pouvoir Hollande-Valls et par l'instrumentalisation récente et démagogique des peurs, mais il y aspire bel et bien. C'est cette ambition nouvelle que nous souhaitons porter jusqu'à lui ouvrir les portes d'une majorité politique. Seul un nouveau choix de société nous sortira de l'ornière. Oui, il y a urgence à redessiner l'avenir et à tracer ensemble une nouvelle ligne d'horizon pour notre pays. »

La « France en commun » est d'abord celle qui retrouvera l'ambition de la paix et de la fraternité du monde.

« La France doit répondre présente à l'appel lancé par le nouveau secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres à « faire de 2017 une année pour la paix », qui doit être, déclare-t-il, « notre objectif et notre guide », et déployer désormais toute son action en direction d'un plan global de paix, de reconstruction et de développement pour le Proche et le Moyen-Orient, pour la résolution politique des conflits en Syrie et Irak, s'engageant dans le démantèlement des filières du djihadisme et de ses soutiens étatiques, financiers et militaires, et la reconstruction démocratique de ces États.

Le terrorisme devait être terrassé par la guerre. Il s'en nourrit. La paix, la fin des humiliations et des dominations, le combat résolu contre les inégalités, l'ambition d'un nouveau mode de développement social et écologique guériront mieux les plaies du monde. »

« La France en commun » est aussi celle qui mènera résolument, courageusement, l'action contre la finance.

« Libérons notre pays de la drogue de l'argent, désintoxiquons notre pays de la rentabilité financière à outrance, mettons un terme aux diktats des Junkies de la Bourse, et réorientons l'argent disponible vers la production et la répartition des richesses. Et pour cela il faudra plus qu'une bonne phrase dans un discours. On ne s'attaque pas à la finance à coups de punch lines mais à grands coups de décisions politiques. Nous reprendrons donc le pouvoir sur les banques, en nationalisant, au cœur d'un nouveau pôle public bancaire et financier, BNP-Paribas et la Société générale. Nous cesserons de racketter les petits comptes. Nous mènerons une lutte sans merci contre l'optimisation et l'évasion fiscale. Nous avons nos experts, les frères Bocquet. Leur livre *Sans domicile fixe* est un succès et leur tour de France réunit des milliers de citoyens passionnés. Ce combat prend de l'ampleur, comme le montre de



Une nouvelle majorité à construire

« Ces objectifs pour notre pays, cette France en commun que nous appelons de nos vœux et de notre action sont le socle du rassemblement populaire, de la nouvelle majorité qui est désormais à construire, et qui sera notre objectif tout au long de cette année, avant, pendant et après les échéances électorales.

C'est donc indissociablement notre contribution à la campagne présidentielle dans laquelle nous sommes engagés pour appeler à voter Jean-Luc Mélenchon, et le pacte que nous proposons aux Français pour une nouvelle majorité parlementaire.

Le rassemblement auquel je n'ai cessé d'appeler tout au long de l'année écoulée que nous voulons construire, reconstruire en 2017, est celui des forces vives de la gauche de ce pays. Cette gauche, je sais ses forces immenses. Je les sais aussi déboussolées. Je veux leur adresser un message de confiance et de sincérité.

Oui, nous rêvions mieux pour partir en campagne, un socle de rassemblement plus large encore. (Aucun des candidats en présence ne nous a aidés à y parvenir, chacun espérant, sacré démon de la présidentielle, dépasser la difficulté dans sa rencontre avec le peuple.)

Nous avons pris acte, en responsabilité de cette situation, en décidant pour notre part de ne pas présenter de candidat alors que nous avions les moyens de le faire.

Nous lançons notre campagne en faveur du vote pour Jean-Luc Mélenchon avec cet objectif: élargir le rassemblement le plus loin possible, pour battre la droite, le Front national, éviter le drame d'un second tour Fillon-Le Pen et qualifier une véritable politique de gauche au second tour. La page de 2017, il nous revient à tous de l'écrire. Pour nous, elle ne se clora pas le soir de l'élection présidentielle. Nous sommes déjà à pied d'œuvre pour présenter ou soutenir dans toutes les circonscriptions des candidats du rassemblement aux élections législatives. Nous ratifierons une partie d'entre eux, d'entre elles dès samedi 14 janvier, singulièrement là où se joue l'élection d'un député communiste ou du Front de gauche, c'est-à-dire tout simplement l'existence d'un groupe porteur demain dans l'Hémicycle de possibles lois de transformation sociale, capable aussi de faire barrage aux mauvais coups. Là aussi, nous appelons au rassemblement. Rien, aucune division ne doit entraver l'élection de ces députés. Les travailleurs en auront tant besoin demain.

Nous avons pris nos responsabilités, à chacun de prendre les siennes. Dans l'intérêt du rassemblement commun.

Et aux femmes et aux hommes qui regardent aujourd'hui du côté de la primaire socialiste, je dis: « Nous restons disponibles, ouverts, car le chemin de la reconstruction alternative sera long, et nous ne négligerons aucune possibilité de le faire progresser. »

Voilà, nous n'attendons plus, nous sommes en campagne, avec l'ambition qu'exige la période. »

Une campagne de terrain

« Dans cette campagne électorale mêlée, présidentielle et législative, nous voulons permettre la mobilisation, la construction, l'action autour de solutions concrètes pour répondre tout autant aux grands défis de la société qu'aux besoins et aspirations quotidiennes. C'est une campagne de terrain que nous lançons, en déployant dans le concret notre conception de l'union.

C'est ainsi que le Parti communiste entend agir, à la présidentielle pour le vote Jean-Luc Mélenchon et aux élections législatives avec nos candidates et candidats, et celles et ceux que nous soutenons.

Mesdames, messieurs, chers amis, chers camarades, j'ai la conviction que nous ne sommes pas condamnés en 2017 à la

premiers succès pour protéger les lanceurs d'alerte ou encore la mobilisation citoyenne autour du procès de Dax, dont le procès a lieu aujourd'hui. Nous braquerons le projecteur car les exilés fiscaux, c'est comme les vampires, ça n'aime pas la lumière.

Nous proposerons l'organisation d'une COP fiscale et financière chargée de lutter contre le dumping fiscal international, pour rendre aux États et aux salariés du monde entier le fruit de leur travail. (...) Et il y aura alors assez d'argent à réorienter pour la nouvelle industrialisation du pays, la transition écologique de nos modèles de production. »

Paix, lutte contre la finance, et nouvelle ambition de progrès social.

« Le temps est venu d'une nouvelle page de l'histoire sociale, d'un nouvel âge de la Sécurité sociale, d'une nouvelle industrialisation de notre pays qui relèvent la France, qui rendent à chacune et chacun, et à nous tous collectivement, à nos enfants, l'espoir du progrès et d'une vie meilleure.

C'est d'abord l'époque de révolution du travail que nous vivons qui nous y invite. Le modèle capitaliste ultralibéral a fait son temps et il est partout en crise, rejeté.

La loi El Khomri n'est pas seulement un désastre social, c'est une loi anachronique. Nous l'abrogerons pour mettre en chantier une véritable loi de sécurisation sociale de l'emploi et de la formation. Repenser le travail, le temps de travail, la sécurisation de l'emploi tout au long de la vie, c'est indispensable aujourd'hui pour pouvoir évoluer, s'adapter, élever ses connaissances et qualifications pour le plus grand bien du développement des entreprises et du pays, et dans une totale sécurité. (...) Cette ambition de progrès social passe aujourd'hui par une grande cause qui doit être entendue de tous, débattue par tous: la lutte contre la grande pauvreté. »

Cette « France en commun », ce sera une nouvelle République.

« Une République qui remette en son cœur les principes fondamentaux d'égalité, de promotion des droits des citoyens dans la cité comme sur le lieu de travail, d'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines, de lutte sans merci contre les discriminations, toutes les discriminations racistes, sexistes, territoriales, de diffusion des responsabilités dans toute la société contre la confiscation des pouvoirs par quelques-uns.

Ces principes sont aujourd'hui vidés de leur sens par un régime de plus en plus autoritaire, confiscatoire, opaque, technocratique. La présidentialisation de notre vie politique, pourtant à l'origine du discrédit grandissant de la politique, est poussée à l'extrême. »

« Voilà, chers amis, le projet que nous allons porter, débattre et enrichir dans les prochains mois avec le pays.

Nous diffuserons « la France en commun » dans tout le pays les 21 et 22 janvier. Nous organiserons dans chaque circonscription des rencontres publiques pour en débattre. »

Une réunion utile Rencontre des secrétaires fédéraux

Il y avait du monde, beaucoup de monde à la réunion des secrétaires fédéraux le 4 janvier dernier à Fabien. Cinquante-deux départements étaient représentés, soit une des réunions les plus fournies dans le genre depuis longtemps. 2017, il est vrai, s'annonce comme une année très particulière.

Le rapport introductif était présenté par Émilie Lecroq, responsable du secteur Vie du Parti. Tout à la fois sur l'enjeu de la période, l'agenda des initiatives qui vont marquer la campagne jusqu'en juin, le matériel mis à la disposition des fédérations au fil des mois.

Le fil conducteur de cette réunion se présentait ainsi : après le forfait de François Hollande, on va vers un changement de président et d'Assemblée nationale. Les communistes œuvrent pour une nouvelle majorité politique axée sur une politique de gauche. Et une politique de gauche est possible si on s'en prend à la finance, si on déploie une politique sociale, si on développe les services publics, si on démocratise, si on refonde l'Europe. Autant de propositions qui figurent dans la brochure « La France en commun ».

Poser la question des législatives maintenant

Le PCF entend aller à la rencontre des Français, des gens de gauche, plutôt en panne d'espoir actuellement, et plutôt dans le brouillard, pour montrer cet enjeu. Pour changer de politique, il ne suffit pas, en effet, de changer de président, il faut une majorité politique à l'Assemblée. Or cet enjeu des législatives, pour l'heure, n'est pas du tout présent dans la tête des citoyens. Il revient au PCF de poser cette question tout de suite, de dire et redire cette évidence : un changement de politique passe par un changement de majorité à l'Assemblée. Il faut installer cette question dans le débat public. Certes à l'heure qu'il est, poser la question ainsi, c'est aller à contre-courant, ce n'est pas du tout spontané, c'est même difficile. Mais il n'y a pas le choix. Contre la présidentialisation de la vie politique, il faut prendre cette question lourde à bras-le-corps. Et vite. Attendre l'après présidentielle pour aborder cette question serait une erreur.

Vient parfois la question : oui mais, il y a « France insoumise », qui compliquerait les choses. Pierre Laurent rappelait qu'il n'a jamais été question d'accord pour les législatives avec France insoumise, et il n'y en aura pas. Ce qui est primordial aujourd'hui pour les communistes, c'est d'apparaître nationalement dans toutes les circonscriptions. Cette présence communiste « va être un des éléments de stabilité à gauche », alors que bien des repères risquent d'exploser dans les prochains mois. Il faut aller à la bataille dans un esprit constructif, en appelant à voter Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, et pour les candidats soutenus par les communistes aux législatives. L'objectif de la prochaine réunion du Conseil national, le 14 janvier, sera de valider une part significative des candidatures. Depuis la mi-décembre, ce processus s'accélère. Au moment de la réunion, on pointait au moins des discussions sur les noms dans 250 circonscriptions sur 539. Le respect de la parité est une question essentielle à traiter.

Dans le débat, ce mercredi 4 janvier, on fit un sacré tour de France : Lot, Ardèche, Landes, Moselle, Creuse, Hérault, Corrèze, Var, Aude, Marne, Isère, Saône-et-Loire, Seine-St-Denis, Eure-et-Loir, Morbihan, Nièvre, Calvados, Sarthe, Essonne, Seine-Maritime, Drôme, Savoie, Somme. On entendit des propos contrastés mais globalement combatifs. Comme ce représentant de l'Ain, rappelant ce titre de la presse locale après la présentation, dans son département, des candidats aux législatives : « PCF, une longueur d'avance ».

G. S.

division, aux régressions sociales et humaines.

J'ai la conviction que nous ne sommes pas condamnés en 2017 à une gauche dispersée, « façon puzzle » comme dirait Michel Audiard, assistant, impuissante, aux triomphes des « tontons flingueurs » de la droite extrême et de l'extrême droite.

J'ai la conviction que nous ne sommes pas condamnés en 2017 à choisir entre le bâillon pour la bouche, ou pour la main le clou, comme le chantait Louis Aragon, dans ce si beau poème en hommage au poète espagnol Federico Garcia Lorca...

J'ai la conviction que nous aurons encore et toujours besoin d'un grand parti communiste, pour donner de la voix aux classes populaires, pour les aider à porter jusqu'aux plus hautes responsabilités de l'État ce qu'elles savent produire de meilleur, pour tenir la gauche debout quand tant de forces veulent la rayer de la carte. Notre parti agit pour l'intérêt du pays, l'intérêt général, parce qu'il est un parti où ses adhérentes et adhérents, des salariés de toutes conditions, disposent de la parole et décident démocratiquement de ses choix, et qui n'a aucune chance de se mettre au service exclusif d'une ambition personnelle. Nous venons de faire la démonstration que les communistes, organisés en parti, peuvent réfléchir, mener de rudes débats, et en trancher en restant unis et dans un climat fraternel. Notre parti a fait preuve d'une maturité, d'une honnêteté, d'une intelligence collective aujourd'hui hélas peu courante dans le monde politique. Voici pourquoi nous sommes fiers de ce parti qui vient de souffler ses 96 bougies et prépare déjà, pour très bientôt ses 100 printemps.

Oui, en ces premiers jours de 2017, c'est notre message pour le combat, pour vivre dignement tout simplement.

Alors c'est avec conviction et confiance que je vous dis : Ensemble, en 2017, allons au-devant de la vie ! »



Parmi les personnalités présentes

Alexis Corbière, porte-parole de Jean-Luc Mélenchon ; Pauline Veron, porte-parole de Benoit Hamon - PS ; David Cormand, président d'EELV ; Cécile Duflot, députée EELV ; Éric Coquerel, co-président du PG ; Jean-Luc Laurent, député MRC ; Lucien Jallamion, secrétaire national de République et socialisme ; Marie-George Buffet, députée PCF-FG ; Éliane Assassi, présidente du groupe CRC au Sénat ; Patrice Bessac, maire de Montreuil et président de l'ANECR ; Camille Lainé, secrétaire générale du MJCF ; Antoine Guerreiro, secrétaire national de l'UEC ; François Ruffin, fakir et réalisateur de "Merci patron" ; Gérard Miller, psychanalyste, journaliste ; Christian Favier, président du CD94 ; Bernard Thibault, syndicaliste ; C215, graffeur ; Sophie Binet, syndicaliste-féministe ; Michel Lebouc, maire de Magnanville ; Eddie Jacquemart, président de la CNL ; Lila Lebas, présidente de l'UNEF ; Didier Bourgoïn, secrétaire national de la FSU ; Gilbert Garrel, secrétaire général CGT Cheminots ; Karl Ghazi, secrétaire général CGT Commerces ; Sébastien Menesplier, secrétaire général adjoint mine de l'énergie CGT ; Baptiste Talbot, secrétaire général CGT services publics ; Sabine Salmon, présidente de Femmes solidaires ; Suzy Rojzman, porte-parole Collectif national pour les droits des femmes ; Renée Le Mignot, co-présidente du MRAP ; Hubert Benoit, secrétaire général du SNEP FSU ; Gérard Halie, co-président du Mouvement de la paix ; Jean-Michel Daquin, président des architectes d'Île-de-France ; Stéphane Jollant, président des Pionniers de France ; Corinne Picard Nilès, présidente de l'Amicale de Châteaubriant ; Patrick Staât, secrétaire général de l'ARAC, Bernard Thibault, syndicaliste. [...]

Présence des ambassades du Vietnam, Cuba, Palestine, Équateur, Bolivie.

CONTRE LA GRANDE PAUVRETÉ

Vendredi dernier, à l'initiative de Pierre Laurent, a eu lieu une rencontre de travail entre les grands réseaux et associations de solidarité et des représentants de la direction du PCF, pour discuter de la lutte contre la grande pauvreté.

Cette rencontre a été amicale, profonde, constructive. La lutte contre la pauvreté ne peut pas se limiter à la question des revenus, ni au seul revenu universel qui rencontre des réserves, voire des oppositions, parmi les associations présentes. C'est un débat national sur les choix de société. Il faut que les candidats prennent des engagements pour faire reculer la pauvreté. On est dans une cocotte minute explosive. La pauvreté fait peur, la précarisation peut faire basculer des vies. Le débat là-dessus passe par la protection sociale. Certes il y a eu des choses de faites, mais la demande a plus que doublé. Il faut donc une réponse qui prenne la mesure de l'ampleur du problème.

Il y a 8 millions de pauvres, mais il y a un continuum avec tous ceux qui suivent et tous ceux qui ont peur de les rejoindre. 8 enfants sur 10 ont peur de devenir pauvres ! 40 % des habitants des quartiers populaires sont pauvres, mais tous les autres sont spoliés et subissent le recul des services publics. On est passé de 1,7 à 3 millions de logements vacants.

Il a été relevé deux débats mortifères qu'il faut affronter : les pauvres contre les classes moyennes. Or la solidarité doit être universelle, pas ciblée sur des publics. Les sans-abri nationaux contre les migrants. L'accueil doit être inconditionnel. La peur de descendre nourrit les divisions. La politique actuelle tire tout vers le bas. Il faut une politique qui tire vers le haut.

Sur le revenu universel : il y a le problème du coût de la mesure (le coût de l'inaction), de son inégalité (tout le monde la touche), du lien au travail ainsi déconnecté, de la remise en cause du SMIC, de l'accès au logement, du montant des loyers. Il faudrait plutôt réformer le système des minimas sociaux, le tiers des personnes concernées n'y ont pas recours. Après la rencontre de vendredi dernier, un responsable associatif a confié : « Très bien, cette rencontre. A renouveler... »

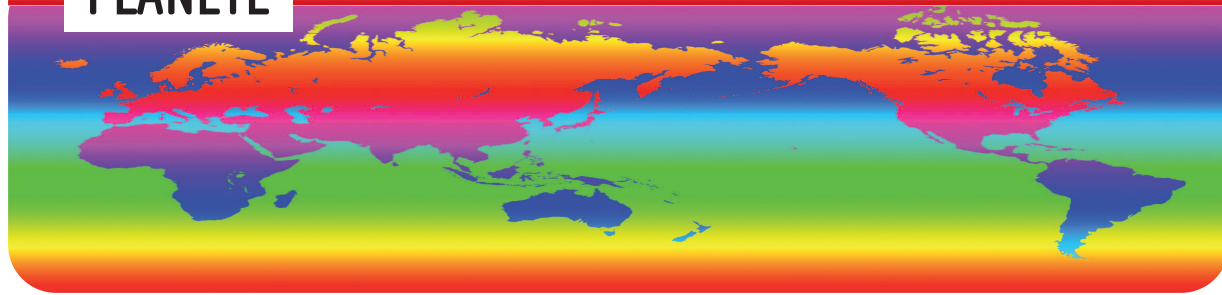
François Auguste



Communication

Brochure « La France en commun », mise en vente 2 euros, week-end de vente les 21/22 janvier.

Mise à disposition de deux modèles d'appels : un appel à voter Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle et un appel à voter pour nos candidat-e-s aux élections législatives. Sortie de 4 affiches textes nationales.



ONU : Priorité absolue à la paix

Au moment de la bataille d'Alep mais surtout de l'annonce par Moscou d'un accord de paix Russie-Turquie-Iran sur la Syrie coïncidant avec l'entrée en fonctions d'Antonio Guterres, son nouveau secrétaire général, de nombreux commentateurs ont jugé opportun de taxer à nouveau d'« impuissance » l'Organisation des Nations unies. C'était oublier un peu facilement les obstacles pointés par le précédent secrétaire général, Ban Ki-moon, et son premier émissaire dans le conflit syrien, Lakhdar Brahimi, s'agissant de leurs efforts pour mettre un terme à la guerre, et passer un peu vite sur la résolution adoptée un an plus tôt au Conseil de sécurité pour une transition démocratique en Syrie. Ban Ki-moon soulignait en 2015 : « Il ne suffit pas de s'en remettre à la seule Syrie pour trouver une solution (...) ; cinq pays sont appelés à jouer un rôle clef : la Fédération de Russie, les États-Unis, l'Arabie saoudite, l'Iran et la Turquie. Mais tant qu'ils ne sont pas prêts au compromis entre eux il serait vain d'attendre un changement sur le terrain. » Tous les événements ultérieurs à cette déclaration ont confirmé sa justesse, et c'est le peuple syrien qui en a payé et continue d'en payer le prix le plus lourd. Interrogé sur les raisons de sa démission, Lakhdar Brahimi avait de son côté souligné l'hypocrisie des États engagés dans le conflit : « Les gens qui ont les moyens d'y mettre fin ne sont pas prêts à faire les concessions nécessaires à une solution (...) Tout le monde s'est trompé. » et d'ajouter : « Les gens qui s'intéressent à la Syrie ne mettent pas l'intérêt du peuple syrien en premier. Si l'on se concentrait sur ses besoins, je crois que cela irait mieux pour tout le monde. »

Première leçon, l'« impuissance » de l'ONU est moins celle de l'organisation en soi que celle des États qui la composent et le reflet du manque de volonté politique de leurs représentants, voire de leurs erreurs d'analyse et de choix. Dans le cas syrien, chacun a agi en aggravant le conflit militaire étant obsédé par le fait de s'imposer sur son ennemi. C'est bien la guerre qui l'a emporté sur le politique, démissionnaire ou pire encore, ravalée à l'expression d'un seul bras-de-fer. Le conflit syrien est le symptôme d'un affaiblissement de l'ONU voulu par les grandes puissances réengagées dans des logiques de puissance, au mépris des avancées des institutions multilatérales et du droit international. Le sort réservé aux migrants par les pays de l'Union européenne en est une manifestation tragique et insupportable.

Deuxième leçon, elle vient d'ailleurs. Nul État, nul gouvernement ne peut plus désormais réellement se prévaloir d'une prétendue indépendance (en réalité, indifférence totale) des débats et résolutions du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale de l'ONU. Ainsi, le 26 décembre 2016, le Conseil de sécurité adopte, sans que les États-Unis n'y opposent – pour

la première fois depuis 1979 – leur veto, une résolution condamnant la colonisation des territoires palestiniens par Israël.

Cet événement a ulcéré Benjamin Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite qui, au mépris de toutes les conventions et résolutions internationales, a pour stratégie d'empêcher de fait la solution à deux États par la poursuite de l'implantation et l'occupation coloniales israéliennes en Palestine. L'Administration Obama dont le revirement a surpris tout le monde avait pourtant accordé, en septembre dernier, l'aide militaire la plus élevée dans l'histoire du soutien militaire États-Unis à Israël et « le plus important engagement d'assistance militaire bilatérale dans [toute] l'histoire des États-Unis » : 38 milliards de dollars pour 10 ans (2019-2028). Suivi des propos tenus par John Kerry réaffirmant que la solution à deux États était le seul véritable chemin d'une paix juste et durable, ce vote a déchaîné l'ire du gouvernement colonial israélien.

Le caractère multilatéral des relations internationales

Il peut paraître paradoxal qu'un gouvernement qui cultive déjà l'impunité éprouve le besoin d'annoncer en réaction à ce vote que son pays « ne se conformerait pas à la Résolution 2334 ». C'est qu'une résolution onusienne est, même quand elle n'est pas appliquée, de la plus haute importance et qu'elle entraîne la responsabilité de tous, celle qu'elle vise comme celle de ceux qui l'adoptent.

En accusant l'ONU de « paralysie » c'est en fait le caractère multilatéral des relations internationales et du cadre de prévention et de résolution des conflits que d'aucuns contestent, visant, sans le dire, un retour en arrière : « Laissons les grandes puissances mener le jeu dans les conditions qu'elles se choisissent elles-mêmes. » Si nous laissons faire, ce ne serait pas simplement l'abandon d'une institution mais une régression de civilisation par l'abandon conjoint de l'exigence de multilatéralisme et du droit international.

Il est vrai comme en appelle son nouveau Secrétaire général que l'ONU a besoin d'une profonde évolution : d'abord pour s'émanciper de la pression du secteur privé et du lobbying que le « Pacte mondial » de Koffi Annan a introduit comme le loup dans la bergerie dans les années 2000, et pour reprendre la main sur les enjeux économiques que se sont réservées sans contrôle politique démocratique les institutions financières internationales (Bretton Woods). L'aide humanitaire de l'ONU est ruinée : quand il lui fallait 20 milliards de dollars pour honorer sa mission d'aide alimentaire auprès des réfugiés en 2015, elle n'en disposait que de 7,15 milliards et devenait incapable de subvenir aux besoins des populations des camps installés en Jordanie et au Liban.

L'ONU a également besoin de s'extraire des logiques de puissances et de guerre, chaque État membre doit compter pour un et la velléité des puissances militaires bridée ; ce ne sera sans doute pas en supprimant le droit de veto mais en redéfinissant ses contours que l'on y parviendra. Enfin, la lutte contre les inégalités et injustices sociales et économiques et la bataille solidaire contre le dérèglement climatique, imposant la définition de nouveaux modes de développement et de production, doivent être les priorités permanentes de l'ONU et de son Conseil de sécurité pour assurer sa mission initiale essentielle de prévention des conflits. Sans doute les peuples et nations du monde n'en ont jamais eu autant besoin à l'heure des profonds bouleversements que nous traversons et ce serait ainsi répondre à l'appel d'Antonio Guterres à faire, enfin, « de la paix notre priorité absolue ».

Lydia Samarbakhsh
Responsable des relations internationales

Alegria

Il était une fois en Andalousie une section locale du Parti communiste qui avait décidé de participer à une loterie nationale exceptionnelle. Elle eut la main heureuse et gagna 56,3 millions d'euros. Elle décida illico de redistribuer le magot aux familles nécessiteuses du village. Jolie fable, non ? Qui, en plus, a le mérite d'être une histoire vraie : cela s'est passé le 21 décembre dernier à Pinos Puente, région de Grenade, 12 000 habitants ; la section avait acheté 258 billets de la série 04536. Bingo. Le jackpot. Aussitôt utilisé, donc, pour « aider de nombreuses familles qui connaissent une situation difficile ». Dans cette région au taux de chômage record, c'est pas ce qui manque. Un communiqué de presse parle ainsi de l'ambiance dans le village : « mucha alegría » et « contentísima ». Faut-il traduire ?

Gérard Streiff

KURDISTAN

Vente aux enchères exceptionnelle et solidaire

France-Kurdistan et 85 artistes présentent 200 œuvres en solidarité avec le peuple kurde et les journalistes, intellectuels, artistes, enseignants, élus... emprisonnés en Turquie.

Le jeudi 12 janvier à 18 h 30, sur les lieux même de l'exposition (espace Niemeyer, 2 place du Colonel-Fabien), une vente aux enchères se tiendra sous le marteau du commissaire-priseur Alexandre Millon. Sauf exceptions, toutes les œuvres seront soumises à la vente, au départ à bas prix.

Ouverte au public, cette vente exceptionnelle peut donner l'occasion aux amateurs d'art, (peintures, dessins, sculptures, photographies), aux militants solidaires, aux élus qui peuvent acquérir à titre personnel ou pour leur collectivité, une œuvre qui rendra hommage au peuple kurde. Les fruits de cette vente seront remis à 40 % pour les artistes qui se sont engagés et à 60 % pour la solidarité. De nombreux artistes ont déjà fait don de leur œuvre.



SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

